

UTILISATION de l'AVANCE de 6.000.000 de francs avec la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer

Le Maire donne lecture du rapport.

Saint-Denis, le 22 Octobre 1951

Mesdames,

Messieurs,

Par avis de crédit n° 1711 du 21 Septembre 1951 Monsieur le Trésorier-Payeur Général a versé au budget de la Commune pour l'exercice 1951 la somme de 6.000.000 de francs, conséquence de la subvention d'avance de la Caisse Centrale de la France d'Outre-Mer du 19 Août 1951 sur les DIX MILLIONS accordés par cet organisme à la Commune de Saint-Denis.

Le budget de la Commune pour l'exercice 1951 étant déjà voté, j'ai l'honneur de vous demander, Mesdames, Messieurs, de bien vouloir décider que ce crédit soit, par autorisation spéciale pris en charge en recettes au dit budget.

Ces fonds étant destinés à payer les travaux de réparation des rues de la Ville effectués en 1950, par les Entreprises Métropolitaines suivant marché de gré à gré passé avec cet organisme le 5 Avril 1950 et approuvé le 22 Juin 1950, je vous demande de voter, par autorisation spéciale l'ouverture de crédit de 6.000.000 de francs au budget de 1951.

Le Maire,  
Signé: OLIVIER.

Le Maire met au voix la proposition contenue dans le rapport ci-dessus./.

Adopté à l'unanimité.

Vu et soumis à l'approbation  
de Monsieur le Préfet  
St Denis le 25 janvier 1952  
P. le Trésorier Général  
le Chef de Division adjoint  
Signé: Gavarini

Approuvé  
St Denis le 27 janvier 1952  
P. le Préfet et par délégation  
le Secrétaire Général  
Signé: Leroux